

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 20 (1962)

Heft: 3

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

Building Research and Documentation¹

Cet ouvrage, qui rassemble les diverses contributions apportées au Premier Congrès de l'« International Council for Building », a la vivacité des comptes rendus de discussion et rend sensible l'effort de coopération internationale accompli par des personnalités d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

Si l'on fait abstraction des sujets purement techniques à propos desquels les ingénieurs, architectes et urbanistes de tous pays ont pu confronter leurs méthodes respectives, deux thèmes ont dominé le débat, qui nous intéressent de plus près: la *documentation* (au sens large de recherche et échange de renseignements), et la *recherche opérationnelle*.

Conscients du rôle fondamental que joue la « transmission of knowledge », la communication des connaissances, les congressistes se sont préoccupés de parer pratiquement aux difficultés de l'échange des informations. Leur premier souci est l'établissement d'une classification uniforme. On vise donc à une unification de la terminologie, qui permettra aux techniciens de mieux se comprendre. A cette fin, ils auront bientôt à leur disposition un dictionnaire illustré, dont l'édition est prévue en plusieurs langues. Cet effort de codification, que les spécialistes en sciences sociales et politiques croient souvent indigne d'eux, s'accomplit donc désormais dans le domaine de la construction, grâce au réalisme des ingénieurs du CIB. Il est vrai que le contenu des sciences sociales et politiques repose toujours peu ou prou sur des positions idéologiques ou philosophiques difficiles à harmoniser.

Quant à la recherche opérationnelle, on la désigne ici sous le nouveau nom de « decionics ». Si l'on se souvient que la RO n'est pas autre chose que la science permettant la prise d'une décision rationnelle, ce nouveau terme semblera heureux: il révèle spontanément sa signification — du moins partiellement.

La structure de la chaîne des décisions prises en relation avec la construction d'un bâtiment est complexe: elles relèvent en effet des diverses instances composant le « building-team », lesquelles travaillent de manière relativement indépendante (propriétaire, dispensateur de crédits, architecte, entrepreneurs, pouvoirs publics, etc.). De plus, la longue vie technique des bâtiments et le volume des capitaux à investir pour leur construction rendent souhaitable l'emploi de méthodes perfectionnées de rationalisation, telle que la RO.

En parcourant les travaux sur la « recherche et la documentation dans l'industrie du bâtiment », on est frappé par le constant souci de l'application concrète; c'est une préoccupation assez exceptionnelle dans un Premier Congrès, souvent porté à l'élaboration de projets chimériques.

J. DE GEUS.

¹ International Council for Building—CIB: *Building Research and Documentation*, Elsevier Publishing Company, Amsterdam, Londres, New York, Princetown, 1961.

L'Alsace au début du XIX^e siècle¹

En trois volumes d'une exceptionnelle densité¹, P. Leuillot, directeur à l'Ecole pratique des hautes études, nous présente ses « Essais d'histoire politique, économique et religieuse ». Il s'agit donc d'une vue globale de la réalité alsacienne de 1815 à 1830.

Tout d'abord l'auteur précise le cadre historique de la Restauration: Terreur blanche; occupation alliée; apaisement momentané puis débuts de la Réaction (1820-1821), époque troublée pour l'Alsace par de nombreuses « affaires » (conspirations, procès où les promoteurs du renouveau bonapartiste sont mis en accusation), et par le voyage de Charles X en Alsace (1828).

Mais l'originalité de l'Alsace à cette époque ne réside pas dans son histoire; ce qui rend cette période intéressante, c'est plutôt le fait qu'elle se situe juste au moment où les provinces françaises, « à la veille de l'application en France des grandes inventions qui devaient changer la face du vieux monde en bouleversant tout l'ancien système des relations, retenaient encore la plupart des traits caractéristiques de leur personnalité distincte et traditionnelle » (L. Febvre).

Un fait majeur explique et conditionne largement ces transformations économiques: l'accroissement de la population en Alsace au début du XIX^e siècle. Ce phénomène peut s'attribuer à la fois à l'industrialisation, qui provoqua l'immigration étrangère, et à un certain niveau hygiénique (généralisation des « vaccines »), qui venait augmenter la vitalité d'une population jugée naturellement robuste. Mais les conditions de vie ne répondaient pas à cet accroissement: un extraordinaire morcellement de la propriété entraînait la paupérisation presque générale des populations rurales, réduites souvent au brigandage, à la mendicité ou au travail à la journée, très mal rétribué. Une autre solution demeurait l'émigration vers l'Amérique où, selon l'imagerie populaire, on pouvait s'enrichir en dormant ou vers la Russie où les appelaient des recruteurs venus dans les fourgons alliés.

Quand on sait que par endroits près de 90 % des cultivateurs possédaient moins de 3 ha., on mesure l'ampleur de la dispersion parcellaire dans une région où la grande propriété était exceptionnelle et où le régime des successions exigeait le partage de chaque champ, de chaque vigne, voire de chaque jardin. D'où, compte tenu de la forte densité rurale, l'obligation déjà mentionnée de louer son travail ou d'émigrer. Pourtant, la variété des cultures était remarquable: en plus de l'orge, du blé, des pommes de terre, on pratiquait des cultures industrielles telles que le tabac, la garance ou le houblon — sur une échelle malheureusement trop restreinte pour laisser des bénéfices appréciables. L'élevage, en raison du coût du bétail et de l'insuffisance des prairies, demeurait arriéré, tandis que les forêts, dévastées pour les besoins de la métallurgie, diminuaient de surface, faisant naître la hantise de manquer de bois. Enfin, outre l'inégalité des récoltes et l'instabilité des prix, l'agriculture devait subir le despotisme des spéculateurs fonciers, qui ne se risquaient guère à avancer des capitaux sur des revenus si instables et qui avaient instauré un système d'hypothèque d'une complication à eux seuls intelligible.

L'industrie, de son côté, prospérait. Comme l'écrit P. Leuillot: « La Restauration a été une époque de fièvre minière, caractéristique de la préévolution industrielle. La recherche des minières de fer par les maîtres de forges s'est accompagnée d'une intense demande de houille par toutes les industries, surtout l'industrie textile dans le Haut-Rhin: l'épuisement des houillères de Ronchamp, qui achèvent aujourd'hui de mourir, dont la propriété était alors en litige, la séparation d'avec la Sarre, l'achèvement du canal Monsieur, qui allait per-

¹ PAUL LEUILLOT: *L'Alsace au début du XIX^e siècle (1815-1830)*. 3 volumes, SEVPEN, Paris, 1960.

mettre (dès 1834) l'arrivée des charbons de la Loire, l'apparition aussi de celui de la Ruhr (à la fin de 1820), constituent autant d'épisodes importants. » Le nombre des lieux d'exploitation, qui changeaient assez souvent au cours des neuf mois annuels d'exploitation, fut à l'origine de la féroce bataille des concessions de mines de fer, puis de houille, découvertes aussi bien par des chercheurs isolés que par des prospecteurs au service des industriels.

L'industrialisation croissante, en butte au grave problème du combustible posé par l'essor de la métallurgie, provoquait toutes ces recherches de matières premières. L'industrie lourde, moins prospère que l'industrie textile, dut réclamer sous la Restauration la prolongation de la protection douanière dont elle avait bénéficié pendant l'Empire. Dans le Haut-Rhin pourtant la situation de la métallurgie allait s'améliorer, stimulée par les demandes de l'industrie cotonnière de Mulhouse, lesquelles firent en outre apparaître de véritables ateliers de construction mécaniques; ceux-ci recrutent ouvriers et contremaîtres en Angleterre, d'où s'exportent plus ou moins clandestinement les machines.

Quant à cette industrie textile, qui a donc joué un rôle de stimulateur dans l'industrialisation alsacienne, elle dut, après quelques années d'une prospérité qui ont suffi à rendre la richesse des manufacturiers légendaire, faire face au problème des débouchés. La décadence des foires françaises, le prix élevé des indiennes, l'accaparement des marchés européens par les produits anglais et suisses dont la vente était mieux organisée, obligèrent les industriels alsaciens à prospecter de nouveaux marchés en Espagne, en Amérique du Sud, en Extrême-Orient; le succès fut inégal, en grande partie à cause de l'Angleterre où, selon un contemporain, « l'esprit d'entreprise était à son comble ». Survint alors la crise financière de 1828, engendrant de nouvelles demandes de protection douanière. D'un jour à l'autre, un ouvrier sur neuf fut congédié.

Le coup était d'autant plus dur que le huitième de la population du Haut-Rhin travaillait en 1827 dans le textile, soit environ 45.000 ouvriers. Cette main-d'œuvre, en grande partie autochtone, a vu son salaire réel augmenter presque de 25 % de 1802 à 1820 (soit à peine la moitié de l'augmentation de la rente foncière), puis diminuer régulièrement, alors que le coût de la vie populaire était en nette hausse.

Il faudrait encore, pour suivre M. Leuillot, avoir parlé des communications, du commerce, des industries secondaires. Nous ne sentons pas, avouons-le, la même exigence d'exhaustivité que l'auteur à qui aucun détail n'a paru superflu... sinon, au moins à la fin de chaque essai, une conclusion dans laquelle il aurait pu rappeler, pour le lecteur égaré dans tant de faits d'inégale importance, les grandes lignes des résultats de ses minutieuses recherches.

YVETTE JAGGI.

Le Parti communiste en Allemagne fédérale

Dans cette thèse¹ présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Cologne, H. Kluth se propose d'analyser la structure et la politique du Parti communiste allemand (KPD), de sa réapparition après la Seconde Guerre mondiale à son interdiction, survenue en 1956. Une telle étude, dont l'objet est pratiquement inconnu au lecteur français, signifie, pour le chercheur allemand lui-même, de très grandes difficultés techniques, touchant en particulier l'information. On ne peut guère disposer, outre les témoignages oraux, que des documents et actes divers publiés par le Parti communiste en nombre

¹ H. KLUTH: *Die KPD in der Bundesrepublik*, Westdeutscher Verlag, Köln v. Opladen, 1959.

de moins en moins grand tandis que les circonstances l'obligeaient à se réfugier dans une quasi-clandestinité.

Le Parti communiste allemand, qui pouvait rassembler sur ses listes plus de 6 millions de suffrages en novembre 1932, comptait parmi les plus grandes formations politiques de la République de Weimar. Mais la Gestapo le démantela systématiquement et le rendit bientôt incapable de mettre sur pied une action d'ensemble face au régime hitlérien.

Après la guerre, et tandis que le Comité central de la KPD (Zone soviétique) se manifestait dès le 11 juin 1945, l'autorisation de fonder des partis dans les zones d'occupation britannique, américaine et française n'intervint qu'en automne 1946. Les débuts du Parti communiste ouest-allemand se firent sous l'égide du « Parti socialiste unifié » qui encadrait les forces populaires de la zone soviétique. Mais « les circonstances particulières de la lutte dans les zones d'occupation occidentales » commandèrent en janvier 1949 la scission organique des deux formations, qui entretinrent dès lors les relations habituelles entre « partis frères ».

La KPD s'était préparée à mener une politique autonome. Sous la direction du Comité central désigné en avril 1948, elle se donna une organisation interne solidement structurée aux divers échelons interzones, du « Land », de l'arrondissement, de la cellule locale. Dans le même temps, on avait mis sur pied des offices de presse, des centres de formation politique, et les traditionnelles organisations annexes par lesquelles les partis communistes touchent un plus large public.

Dès sa fondation, la KPD se donna pour un parti radical-démocratique, nullement révolutionnaire. Il n'était plus question comme avant 1933 de lutte contre la bourgeoisie, ni d'instauration du pouvoir prolétarien. On parla même d'« une voie originale menant au socialisme », ce qui provoqua, en relation avec la dissidence yougoslave, de sévères réprimandes de Moscou. Le Parti allemand s'aligna, procéda même à quelques exclusions, voulut intensifier la lutte des classes.

Ce durcissement se fit plus net en 1951-1952. Le PC chercha alors à faire jouer le réflexe nationaliste contre l'« impérialisme anglo-saxon et ses agents de Bonn », qu'il s'agissait de remplacer par un gouvernement d'union nationale. Comme moyens d'action, on préconisait avant tout la grève générale et la réunion de toutes les forces démocratiques contre le régime du chancelier Adenauer appuyé sur les monopoles.

Ce programme ne devait pas se révéler payant: aux élections de 1953, la KPD ne passa pas le seuil des 5 %, qu'il avait assez largement dépassé en 1949, quand, malgré son opposition aux nouvelles institutions, il avait obtenu 15 mandats parlementaires. Quant au nombre des inscrits à la KPD, il dépassa rapidement 300.000, mais, dès 1950, il ne cessa de baisser.

Les thèses du xx^e Congrès du PC de l'Union soviétique sur la socialisation et la coexistence pacifique obligèrent une fois de plus les communistes allemands à reviser leur ligne politique: ils mirent l'accent sur l'antimilitarisme — thème repris depuis par la « Deutsche Friedens-Union » à laquelle appartient actuellement la plupart des anciens militants communistes.

Cette dernière révision intervint pourtant trop tard: le processus qui devait aboutir à l'interdiction de la KPD pour « activité non conforme à la Constitution ouest-allemande » était déjà bien avancé, et la condamnation fut prononcée le 17 août 1956.

Malgré une assise électorale d'emblée non négligeable (plus de 10 % des voix dans plusieurs Länder, notamment en Westphalie, à Berlin, à Brême, lors du premier scrutin après la Deuxième Guerre mondiale), la KPD ne dépassa jamais, selon H. Kluth, le stade de la petite formation politique, réduite à fomenter une agitation sans grand écho dans le public.

L'auteur analyse brièvement les causes de cet insuccès. Tous les efforts de la KPD pour s'implanter en Allemagne occidentale furent grevés par la soumission de ce parti à l'Union soviétique, à laquelle le relie un devoir d'allégeance inconditionnelle; Bonn cherche bien sûr à rendre cette position incompatible avec le statut de citoyen de la République fédérale.

Pour notre compte, nous pensons que l'analyse de l'auteur, assez superficielle sur ce point, ne l'a pas conduit à un autre fait qui a déterminé de manière plus profonde le manque d'emprise de la KPD, à savoir: le choix des thèmes du Programme communiste, qui dénonçait la collusion impérialisme US-Bonn-monopoles allemands, et ne correspondait pas au niveau de réflexion moyen du public visé. L'Allemand moyen, possédant TV et frigidaire, se soucie peu des mécanismes politico-économiques qui lui assurent enfin une vie tranquille. Plus de chômage, de belles routes, un gouvernement stable, bientôt assez de logements... La paresse d'esprit et une propagande gouvernementale invariablement souriante font le reste. H. Kluth, qui nous présente par ailleurs un travail très honnête, aurait pu prendre conscience de ce phénomène de désintérêt nullement étranger à l'échec d'un parti idéologique.

YVETTE JAGGI.

Prévoir les cadres de demain¹

« Dans le monde de demain, la vigueur du progrès économique dépendra essentiellement du nombre des savants, ingénieurs et techniciens que nous aurons formés. » Ce postulat, figurant en tête du rapport analysé dans le présent chapitre, nous semble particulièrement intéressant au moment où l'on parle de *démocratisation de l'enseignement et de pléthore des intellectuels*, car la pénurie future intéresse principalement le personnel hautement spécialisé. On voit ainsi dans tous les pays des courants d'opinion critiquer vivement les programmes classiques, les systèmes d'examens, les conditions d'accès à l'enseignement supérieur, etc.

L'OECE, par l'intermédiaire du Bureau du personnel scientifique et technique, a saisi l'occasion de cette véritable « maturation » des idées pour établir un rapport sur les prévisions à faire en la matière et les programmes d'enseignement à mettre en œuvre pour répondre aux besoins. Ainsi que M. Alexander King, directeur, le dit en substance, si l'économie moderne tire sa force de l'industrie, celle-ci recourant à son tour à la technologie, tout repose néanmoins sur la *capacité créative de l'homme et son éducation*. Or, l'« éducation est un long processus qui exige une planification fondée sur l'examen attentif du tableau général des besoins ».

L'auteur s'est donc proposé de définir les voies et moyens propres à dresser un tel tableau en recourant à des exposés généraux suivis de discussions, ainsi qu'à des formules statistiques. La tâche était particulièrement ingrate, car si l'on admet que les dépenses au titre d'enseignement constituent un investissement, il y a lieu de distinguer, d'une part, le capital fixe affecté aux écoles et les dépenses courantes ou de fonctionnement, dont l'estimation est relativement exacte et, d'autre part, la perte de production à court terme, cela étant particulièrement le fait des études supérieures, dont l'appréciation n'est point aisée. Notons aussi le facteur décalage dans le temps, qui ne facilite guère l'observation des effets. On s'est en outre rendu compte que ce problème variait de pays en pays, tout comme la pyramide des âges en démographie, en fonction d'une structure et d'un stade de développement industriel différents.

¹ Organisation européenne de coopération économique, Bureau du personnel scientifique et technique: *Prévoir les Cadres de demain*, 1960, 141 p.

Les échanges de vues permettent d'affirmer cependant, comme nous l'avons fait dans une précédente analyse, qu'il n'y a aucun risque à entreprendre le maximum, puisque des années durant nous souffrirons de pénuries; les données anciennes, d'une valeur discutable, ne devraient pas encourager les extrapolations à trop long terme, mais bien les programmes à échéances rapprochées, adaptables, permettant l'adoption de formations nouvelles en cas d'évolution.

Etant donné la place accordée aux tableaux numériques et graphiques, nous relevons la constatation faite par l'un des rapporteurs, à savoir qu'« une hypothèse simple en vue de prévoir les besoins en personnel spécialisé vaut mieux que rien! » En effet, une fonction linéaire, valable dans un pays aux structures industrielles traditionnelles, peut ne plus avoir aucune signification dans une région neuve, en plein développement, caractérisée par des bonds technologiques. A cet égard, des prévisions fondées sur des hypothèses détaillées est préférable, pour autant que l'on ait élaboré soigneusement les questions. L'expérience suédoise est significative à ce propos.

Le problème se pose aussi sur le « plan idéologique », l'éducation tendant à ne plus être une *contribution directe au plein développement des capacités de l'individu*, favorisant indirectement le bien-être économique et général de la nation, soit une conception démocratique de l'Etat au service de l'individu, mais à glisser vers une optique totalitaire: l'individu serviteur de l'Etat, produit issu des « fabriques d'intelligence », *instrument de la force économique et militaire du pays*. N'est-ce pas là déjà le thème de certaine fable, sinon dans la lettre du moins dans l'esprit! Nous ne pouvons réfuter une objection partiellement fondée et devons admettre qu'il ne sera pas indifférent de chercher à relier les goûts et curiosités de l'étudiant aux besoins d'un futur développement de l'économie, réalisant ainsi un équilibre viable entre tous les grands domaines de la connaissance.

Ainsi, sept exposés, présentés par des spécialistes de renom, traitent des divers aspects de ce double problème: *prévision des effectifs et besoins de l'enseignement*. Le développement économique national, avec les progrès continus, voire accélérés des connaissances scientifiques et technologiques, entraînera un besoin en personnel instruit et entraîné encore plus grand que par le passé. La jeune génération, dans son ensemble, devra être plus instruite qu'aucune des générations précédentes.

A tous ceux qui, dans la limite de leurs moyens, s'intéressent à cette question, premier pas vers un « marché international commun » de grands talents, nous ne pouvons que recommander la lecture de l'ouvrage mentionné en note.

JAQUES-OLIVIER RODIEUX.

L'analyse démographique: méthode, résultats, applications¹

Il y a longtemps que démographes, sociologues et économistes attendaient un ouvrage de langue française sur la science démographique. Leur attente n'aura pas été déçue. En effet, depuis le *Traité de Landry*, le *Que sais-je de Sauvy* sur la « Population, sa mesure, ses lois » ou le *Cours de démographie et de statistiques sanitaires* de Huber, la démographie française, qui passe incontestablement pour la première des écoles de démographie dans le monde, n'avait rien, ou peu de choses, comme ouvrage général et surtout comme ouvrage de base. Il était surprenant que cette école française, riche d'une exubérance d'études de la plus

¹ ROLAND PRESSAT: *L'Analyse démographique, méthode, résultats, applications*, Institut national d'études démographiques et Presses universitaires de France, Paris 1961, 402 p.

haute qualité et variété n'ait eu à communiquer aux esprits intéressés par la science démographique un ouvrage de méthodes pour franchir le cap de la curiosité.

C'est chose faite enfin.

Comment se présente l'ouvrage de Roland Pressat ? C'est un ouvrage de 400 pages édité avec goût, clair et précis; il fait, soulignons-le, honneur à l'auteur et à ses éditeurs.

Dans la première partie, intitulée « Généralités préliminaires », R. P. précise l'approche du problème démographique. En d'autres termes, c'est une introduction, mais oh ! combien utile et nécessaire pour saisir le langage de l'analyse démographique. Un effort tout particulier a été fait pour les non-initiés aux mathématiques; avec l'aide d'exemples simples et précis, tirés des faits, l'auteur trouve le contact dès les premières pages.

La deuxième partie s'intitule « Les événements démographiques. » Là, la mortalité, la nuptialité, la fécondité et les statistiques de la famille sont étudiées minutieusement. Rien n'est laissé au hasard et il est impossible que le lecteur se perde ou abandonne. Les graphiques sont clairs, les exemples expliquent les difficultés croissantes. Dans cette partie, l'auteur met l'accent sur l'analyse de la fécondité. Les initiés y trouveront sûrement certaines précisions utiles. Quant aux curieux de la démographie, ils y puiseront le bagage nécessaire pour aborder la troisième partie de l'ouvrage consacrée à « l'état d'une population ».

L'auteur doit être félicité pour avoir trouvé le moyen d'expliquer cette partie de l'analyse démographique sans le secours du langage mathématique. Pourtant l'étude des modèles de population ou de reproduction n'auront plus de secret.

Dans la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, partie que nous pensons la plus intéressante, R. P. s'applique à nous expliquer les « perspectives de population ». C'est un examen des méthodes de prévisions qui comporte, outre les perspectives, les décompositions des calculs perspectifs, soit pour les calculs des survivants, de naissances et de certaines catégories de population comme la population active, scolaire, etc.

Comme le relève A. Sauvy dans la préface de l'ouvrage, R. P. était particulièrement qualifié pour donner cette analyse démographique. Enseignant et démographe, l'auteur possède une grande connaissance de son sujet, mais aussi une aptitude pédagogique bien affirmée.

Souhaitons sincèrement que l'ouvrage de R. P. rencontre auprès du public et des lecteurs de cette revue l'écho qu'il mérite.

A. FAVIÈRE.

L'économie du peuple américain¹

Il existe de très nombreux ouvrages sur l'économie des Etats-Unis ou sur son système. Est-il besoin de rappeler les classiques de Faulkner, Galbraith, Vence Packard ou Berle ? Mais la grande majorité de cette importante documentation est surtout destinée aux spécialistes. L'ouvrage de Colm et Geiger s'adresse, quant à lui, au grand public.

Les auteurs, dont le premier, d'origine allemande, fut conseiller financier de Roosevelt, se sont efforcés de réaliser un ouvrage de vulgarisation tout en donnant à leurs travaux une rigueur scientifique. A l'appui de leurs théories, des statistiques, d'ailleurs reprises en partie de l'*Histoire économique des Etats-Unis d'Amérique* de Faulkner donnent d'intéressantes descriptions des différents facteurs qui font des Etats-Unis cette première puissance économique.

¹ GERHARD COLM et THÉODORE GEIGER : *L'Economie du Peuple américain (Progrès, problèmes, perspectives)*, Edition Th. Génin, Paris, 1961, 235 p.

Deux parties dans l'ouvrage. La première consacrée surtout aux données de la production, du revenu et de la conformation de ce pays. Mais cette partie, plus qu'un recensement des richesses des Etats-Unis, décrit l'interdépendance des facteurs qui, au cours des années, ont permis au peuple américain de devenir l'un des plus riches de la terre. Si les Etats-Unis disposent effectivement de richesses naturelles appréciables, ils doivent leur succès aussi à la concurrence et au marché des capitaux, ce qui d'ailleurs va à l'encontre des théories de Galbraith. Pour Colm et Geiger, c'est le peuple américain qui, par son dynamisme, est à la fois à la base et à la tête de ces succès. Que ce soit la mobilité sociale, la philanthropie privée ou le puritanisme des idéologies religieuses, tout ce qui n'est pas mesurable en dollars, en tonnes ou en kilomètres contribue en définitive à l'explication du progrès économique américain. La théorie est séduisante, mais fallacieuse. Certes, le travail du peuple américain est là, mais on a tendance à oublier l'apport des capitaux européens qui, dans la deuxième partie du xix^e siècle, est venu lancer l'économie américaine ; certes, les Etats-Unis doivent avoir recours au reste du monde pour leur approvisionnement en matières premières, mais ce sont des capitaux américains qui, dans bien des cas, en surveillent et en contrôlent l'exploitation pour s'en adjuger le monopole.

Dans la deuxième partie de leur ouvrage, qui comprend de très belles pages, C. et G. abordent les perspectives de l'économie américaine. Elles sont réjouissantes. Les dirigeants américains ont su effectivement tirer profit de la crise des années 1930. En mariant l'initiative privée et la planification, ils prouvent qu'une croissance économique peut être réalisée sans sacrifier la liberté et la responsabilité de l'individu. N'est-ce pas là d'ailleurs le but de l'ouvrage !

ANDRÉ FAVIÈRE.

Un « Who's Who » africain¹

Il y a quelques années à peine, peu importait à l'Européen ou à l'Américain, qu'il soit politicien ou homme d'affaires, de savoir quels étaient les chefs de clans africains. Depuis que l'Afrique s'est dégagée du régime colonial et qu'une nuée de nations nouvelles s'y sont créées, une telle ignorance n'est plus acceptable. Il faut reconnaître cependant que c'est une tâche herculéenne que de vouloir se tenir au courant des choses africaines. S'il y a quelques têtes de ligne bien connues dans le monde politique, qui ont nom Houphouët-Boigny, Sékou Touré, et quelques autres, il faut avouer que les personnages animant la scène politique africaine sont très généralement inconnus en Europe et en Amérique. Il est aussi vrai que dans ce monde en mouvement qu'est l'Afrique, les gens passent rapidement. Il est heureux que M. Segal ait décidé de mettre quelque ordre dans cette confusion. Son répertoire des personnalités politiques africaines rendra de grands services non seulement aux journalistes, mais aux centres d'études, aux économistes, aux entreprises qui sont en rapport étroit avec l'Afrique. Chaque nom est suivi d'une courte bibliographie et d'un résumé des activités les plus récentes, le tout présenté agréablement et dans un esprit de parfaite objectivité.

Le *Who's Who* est heureusement complété d'une série de monographies sur les partis politiques africains, cela aussi bien pour les anciens territoires français, qu'anglais ou belges. Mentionnons aussi le fait que l'ouvrage couvre non seulement l'Afrique noire, mais aussi l'Afrique du Nord musulmane et arabe. En résumé, une excellente source de documentation.

PIERRE GÖTSCHIN.

¹ R.-M. SEGAL : *Political Africa — A Who's Who of Personalities and Parties*, Stevens & Sons Ltd., Londres, 1961, 475 p.

L'économie de l'Amérique latine¹

Ce livre n'a pas d'autre ambition que d'être une introduction à l'économie d'un grand continent: il atteint parfaitement son objectif. Les ressources humaines et physiques, les caractéristiques topographiques et climatériques, la situation agricole et industrielle, les transports sont décrits avec brièveté, mais l'essentiel y est pour qui désire acquérir rapidement une vue d'ensemble du monde latino-américain. Les problèmes sont d'abord examinés à l'échelle continentale — non sans faire une large place aux diversités régionales — puis chacun des principaux pays fait l'objet d'un chapitre propre. L'ouvrage ne se contente d'ailleurs pas d'être purement descriptif: il mentionne, chaque fois que cela est opportun, les problèmes les plus cruciaux du nouveau monde ibéro-portugais: croissance de la population, pénurie de capital, concentration urbaine, instabilité des institutions politiques, dépendance à l'égard des monocultures et des monoproductions minières, inflations répétées.

Les auteurs se sont cantonnés dans la description et l'analyse des faits et se sont abstenu — sagement — de proposer des remèdes, faciles à prescrire quand on est assis dans un fauteuil académique, mais souvent inapplicables quand il faut faire face aux réalités du contexte social. L'ouvrage de MM. Benham et Holley n'en est que plus réaliste. Ajoutons qu'il se lit aisément, son style étant précis et alerte.

PIERRE GÖETSCHIN.

Asie du Sud-Ouest — Statistiques économiques et sociales²

Ouvrage des plus utiles que celui préparé par M. Ajdari, quand bien même l'abondance des données chiffrées en fait plus une source de référence qu'un traité destiné à une lecture systématique. L'auteur a réuni en quelque 300 pages les statistiques les plus significatives qui permettent de se faire une idée du développement économique et social des pays de l'Asie du Sud-Ouest, comprenant notamment la Turquie, Israël, l'Irak, l'Iran, l'Egypte, etc. Les difficultés n'ont pas manqué, surtout du fait de l'insuffisance des services statistiques des pays en cause; l'effort de synthèse n'en est que plus louable.

Un travail tel que celui de M. Ajdari souffre naturellement de certaines hypothèses: les séries numériques s'arrêtent pour la plupart à 1959 et n'ont déjà plus qu'une valeur historique; la comparabilité des données n'est pas toujours aisée; l'ouvrage aurait gagné à être accompagné d'une liste détaillée des sources et des organismes qui les publient. L'économiste ou l'homme d'affaires qui s'intéresse à cette partie du monde devra faire, malgré l'œuvre de pionnier de M. Ajdari, un gros effort de recherche et d'information s'il veut obtenir des statistiques plus récentes. Il eût été intéressant, par exemple, de savoir qui en Turquie prépare les statistiques du chômage, ou qui en Israël a la responsabilité de préparer la comptabilité nationale. Cela n'enlève d'ailleurs rien à l'intérêt de la tentative. Espérons cependant que les éditeurs ou promoteurs de recherches de cette nature penseront à l'avenir à faire bénéficier leurs lecteurs de leur connaissance des sources statistiques, ne serait-ce que pour leur permettre de se mettre rapidement à jour lorsqu'ils portent leur intérêt sur un pays particulier.

PIERRE GÖETSCHIN.

¹ F. BENHAM et H.-A. HOLLEY: *A short introduction to the economy of Latin America*, Oxford University Press, Londres, 1960, 169 p.

² AHMAD AJDARI: *Asie du Sud-Ouest (Proche et Moyen-Orient) — Statistiques économiques et sociales*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1961, 307 p.

Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français¹

L'auteur est persuadé que le fait colonial est loin d'avoir été clairement explicité; les études que l'on a consacrées à ce problème ont d'ailleurs surtout porté sur les peuples qui ont subi le colonialisme. Le comportement, les attitudes, les objectifs des nations colonisatrices n'ont été analysés que de façon très superficielle. En fait, le colonialisme, dans les métropoles, est loin d'avoir été unanimement compris, désiré. Il a fréquemment été la conséquence du hasard, des circonstances, ou de la vision de quelques hommes qui ont dû convaincre leurs contemporains, quand ce n'est pas leur forcer la main. Le colonialisme a rarement été un mouvement de fond des nations dites « coloniales ». Des empires ont été créés sans que l'opinion publique suive nécessairement ceux qui les construisaient; des conquêtes ont même été faites contre l'opinion publique, si ce n'est contre les gouvernements.

C'est le cas en particulier en Grande-Bretagne où, au XVIII^e siècle déjà, de nombreux milieux influents étaient en faveur de l'émancipation des colonies. Shelburne ne déclarait-il pas: « We prefer commerce to domination. » En 1838, l'opinion publique britannique accepta passivement l'idée d'un « self-government » pour le Canada. Les préoccupations anti-esclavagistes et le désir de développer le sens des responsabilités politiques chez les indigènes de l'Empire s'expriment souvent au sein des Communes.

La France, il est vrai, réagit parfois à d'autres motifs: la royauté déjà voulait promouvoir le prestige de la France et étendre sa mission civilisatrice; cet aspect sera ensuite quelque peu oublié au bénéfice d'objectifs commerciaux. La session du Canada à l'Angleterre a eu aussi ses raisons commerciales: à l'époque la France n'entretenait que des échanges limités avec le futur Dominion; aussi l'abandonna-t-on d'un cœur léger!

Dès 1870 cependant, le nationalisme métropolitain vient au secours d'un impérialisme qui, dès lors, n'est plus que le reflet de la volonté de puissance. La Conférence de Berlin ne se préoccupe plus de mission civilisatrice: elle délimite des zones d'influences.

L'Occident, l'Europe, auraient-ils pu modeler le monde sans le colonialisme, sans semer les germes d'un nationalisme en retour qui s'est emparé des anciens territoires coloniaux ? Le débat est ouvert et c'est le mérite de cet excellent ouvrage d'ouvrir enfin le débat sur ce qu'a été le colonialisme dans les nations coloniales.

JEAN PERRET.

Système bancaire de Puerto Rico²

Cette étude a été rédigée à la demande du gouverneur de Puerto Rico, M. Luis Muñoz Marín, et passe en revue les possibilités offertes par les banques de ce pays aux divers secteurs de l'économie.

Une attention particulière a été accordée aux problèmes du crédit aux petites entreprises, aux besoins généraux du Programme de développement économique, au crédit destiné à l'agriculture et aux prêts accordés aux personnes physiques. Ces considérations doivent être utilisées pour établir les bases d'une politique gouvernementale et opérer des modifications d'ordre législatif.

La méthode utilisée par l'auteur a consisté à soumettre divers questionnaires (dont le texte apparaît en annexe à l'ouvrage) aux institutions bancaires et à pratiquer de nombreuses

¹ H. BRUNSWIG : *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français*, 1871-1914. A. Collin, Paris, 1960, 193 p.

² *A study of Puerto Rico's Banking system*, préparé par John de Beers pour le Finance Council of Puerto Rico, février 1960; publié par le Finance Council, Box 4591, San Juan, Puerto Rico.

interviews auprès des personnes compétentes. Les normes appliquées, pour l'analyse des bilans bancaires par exemple, par le « Federal Reserve Board » ou reconnues valables d'une manière générale par les banques commerciales nord-américaines ont été utilisées pour effectuer des comparaisons.

Le rapport de M. de Beers présente tout d'abord un résumé de la situation ainsi qu'une série de recommandations à l'adresse du « Finance Council » de Puerto Rico. Puis quatre chapitres rendent compte du résultat des sondages opérés par l'auteur et donnent des éclaircissements sur ses principales conclusions.

Notons que les déficiences relevées à Puerto Rico sont les mêmes qui, en général, se retrouvent dans les autres pays d'Amérique latine: demande de crédit non satisfaite en particulier à long terme, haut taux de l'intérêt, problèmes de l'usure.

Quant aux recommandations proposées, elles se réfèrent entre autres:

- à la législation de Puerto Rico et aux projets de lois actuellement à l'étude;
- à l'usage de chèques, que l'auteur désirerait voir se généraliser;
- à l'extension de l'organisation bancaire;
- à une participation de l'Etat à l'organisation du crédit aux petites entreprises;
- à l'établissement de données statistiques à la manière de celles fournies par le « Federal Reserve Board » et d'autres bureaux officiels des Etats-Unis, cela pour avoir des informations de base en quantité suffisante pour l'établissement d'une politique bancaire à longue échéance.

Ce rapport a été rédigé en 1960. Il serait intéressant de savoir comment le gouvernement de Puerto Rico a tiré parti des conclusions de M. de Beers.

PAUL-HENRI REYMOND.

La Communauté franco-africo-malgache¹

M. Frédéric Dumon, professeur à l'Université libre de Bruxelles, présente à tous ceux qui s'intéressent au sort des pays anciennement colonisés un ouvrage très sérieusement documenté analysant les origines, les institutions et l'évolution de la Communauté franco-africo-malgache. Bien que cette étude, qui va de la création de la Communauté en octobre 1958 à la grande révision de mai-juin 1960, ait un objet chronologiquement restreint, elle permet au lecteur non spécialiste de se faire une image de la vie politique des divers Etats de l'Afrique ex-française, dont il ignore souvent jusqu'à la situation géographique exacte.

Dans le courant de son étude, l'auteur met au point certaines notions telles que fédération, confédération, commonwealth, dont on a beaucoup discuté lors de la création de la Communauté. Il apparaît que la formule finalement choisie est celle d'une « fédération évolutive ». Seule cette forme originale d'association a permis les modifications apportées à plusieurs reprises depuis à l'organisation de la Communauté. On a admis par exemple que même les Etats qui se proclameraient totalement indépendants pourraient rester membres de la Communauté — c'est le cas de Madagascar et du Sénégal.

A propos des tentatives de regroupements régionaux faites par certains partis africains (Rassemblement démocratique africain présidé par M. Houphouët-Boigny ou Parti du

¹ FRÉDÉRIC DUMON: *La Communauté franco-africo-malgache*, Institut de sociologie Solvay, Bruxelles, 1960, 294 p.

regroupement africain de M. L. Senghor), M. Dumon parle beaucoup du cas de la Fédération du Mali, fondée en janvier 1959, et dissoute deux ans plus tard. Cette partie de l'ouvrage est bien entendu caduque.

L'auteur montre bien par ailleurs le difficile avènement de la démocratie sur le continent africain. La tendance au régime du parti unique, ou plutôt nettement majoritaire, s'observe partout. Mais il est bien clair qu'un système électoral proportionnel reviendrait à déléguer à la chambre (unique partout sauf à Madagascar) des représentants aux intérêts inconciliables. En effet, les partis ne se créent pas autour d'idées politiques, mais ils sont davantage des rassemblements autour de leaders populaires que des masses, insuffisamment éduquées civiquement, suivent passivement: on vote pour Sékou Touré, pour l'abbé Fulbert Youlou... ou pour un parti dont l'assise géographique et ethnique est nettement circonscrite. M. Dumon peut bien écrire que « la mission des élites locales est lourde et redoutable: si elles s'y soustraient, des millions d'hommes seront livrés au désordre, à la misère, à l'arbitraire ».

Il est intéressant de constater que les syndicats semblent mieux à même que les partis de réaliser une intégration des différents pays africains. Deux grandes centrales rassemblent l'essentiel du mouvement syndical: l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire, leader: M. Sékou Touré, qui ne cesse d'affirmer son autorité, et les syndicats chrétiens, dont l'assise demeure restreinte.

La seconde partie de l'ouvrage comprend le texte intégral de la Constitution gaulliste de 1958; de larges extraits des modifications qui lui ont été apportées concernant la Communauté; les différents textes des Constitutions des quinze Etats membres de cette Communauté, dont les variantes, par ailleurs rarement fondamentales, ne laissent pas d'être significatives: ainsi la Côte-d'Ivoire, qui se proclame République une, indivisible, laïque, démocratique et sociale, et la Mauritanie, qui laisse tomber le troisième terme pour le remplacer par musulmane. Une marque de la large autonomie interne que la Communauté a dû accorder à ses membres pour survivre.

YVETTE JAGGI.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes: française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail; enfin une rubrique bibliographique.

Prix du numéro: Fr. 3,— suisses, abonnement annuel: Fr. 30,— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

Articles sélectionnés

Formation des cadres

BLAN M. LE: « Le patronat a besoin d'une philosophie », *Chefs d'entreprise*, mars 1962.
HAX K.: « Die Entwicklung der deutschen Betriebswirtschaftslehre nach dem zweiten Weltkriege », *Annals of the School of Business Administration*, Kobe University, 1959.

Finances et banques

BANC P.: « La Banque européenne d'investissement », *Banque*, avril 1962.
GOODSON H.-F.: « The functionning of the London Discount Houses », *Journal of the Institute of Bankers*, avril 1962.
TREVOUX Prof.: « Le Marché commun et les capitaux », *Banque*, mai 1962.
BANQUE CENTRALE DU CAMEROUN ET DE L'AFRIQUE EQUATORIALE: « Le rôle des zones monétaires dans les paiements internationaux », *Bulletin mensuel*, mai 1962.
NATIONAL BANK OF GREECE: « Banks and industrial credit », *Quarterly Review*, 7-8/1962.

Problèmes de l'entreprise

BURON R.: « Les effets psychiques du progrès technique », *Jeune Patron*, janvier 1962.
CARTER C.-F.: « An experiment in business research », *Westminster Bank Review*, février 1962.
HOSMALIN G.: « Les salaires dans l'économie allemande », *Revue économique*, mai 1962.
KOBAYASHI Y.: « On some peculiarities of the Japanese wages system », *Annals of the School of Business Administration*, Kobe University, 1961.
LASSEGNE P.: « A propos de l'amortissement », *Revue économique*, mars 1962.
LAUTERBACH A.: « Managerial attitudes and economic development », *Kyklos*, 2/1962.
MÆSTRE Cl.: « Etat et entreprise — opposition ou association ? » *Jeune Patron*, janvier 1962.
MUSSARD A. et TABOULET H.: « Les plans à cinq ans dans les entreprises françaises », *Bulletin Sedeis*, 20 mars 1962.
RAPPORT L.-A. et DREWS W.-P.: « Mathematical approach to long-range planning », *Harvard Business Review*, mai-juin 1962.
RUIST E.: « L'efficience de la production dans une entreprise industrielle — Quelques méthodes de mesure », *Revue de la mesure de la productivité*, décembre 1961.
TERMONT B. DE: « Faisons le point sur le problème des ententes », *Jeune Patron*, janvier 1962.
FIRST NATIONAL CITY BANK: « Les charges salariales aux Etats-Unis et à l'étranger », *Bulletin mensuel*, avril 1962.
Journal des Associations patronales : « Le Marché commun et les ententes », 24 mai 1962.
Midland Bank Review : « Industrial Research in Britain », mai 1962.

Economie européenne

CREPIN P.: « La navigation fluviale, élément indispensable de l'économie occidentale », *Productivité européenne*, n° 40/1961.
ERHARD L.: « Probleme der europäischen und atlantischen Integration », *Aussenwirtschaft*, mars 1962.
HAYWARD J.-E.-S.: « Récentes nationalisations britanniques », *Les Annales de l'économie collective*, janvier-mars 1962.
LANGE G.: « La contribution des pays neutres », *EFTA Bulletin*, mai 1962.
PIETTRE A.: « L'économie allemande est-elle vraiment libérale ? » *Revue économique*, mai 1962.
SNOY ET D'OPPUERS, baron J.-C.: « The roots of the European oak: The role of the small nations in a United Europe », *Progress*, mai 1962.
VINCENT L.-A.: « La productivité nationale en France de 1949 à 1961 », *Etudes et Conjoncture*, mai 1962.
Cadréco : « Perspectives démographiques françaises », mai 1962.
The Economist : « Commodities and Europe », 30 juin 1962.

Pays en voie de développement

- ARDANT G.: « La réforme des échanges internationaux par la création d'un fonds de stabilisation des matières premières », *Tiers-Monde*, janvier-juin 1962.
- BARNOUIN J.: « Politique d'austérité et croissance en Amérique du Sud », *Cahiers de l'Institut de science économique appliquée*, décembre 1961.
- BOREL P.: « Problèmes de méthode: quelques réflexions sur les modèles de développement », *Développement et Civilisations*, janvier-mars 1962.
- CAIRE G.: « Syndicalisme ouvrier et sous-développement », *Revue économique*, mars 1962.
- DECOUFLE A.: « Sociologie politique du développement: problèmes et méthodes », *Tiers-Monde*, janvier-juin 1962.
- HARBISON F.-H.: « La planification du développement des ressources humaines dans les économies en cours de modernisation », *Revue internationale du travail*, mai 1962.
- JERKOVIC Dj.: « Les problèmes actuels des pays en voie de développement », *Revue de la politique internationale*, 20 mai 1962.
- KNALL B.: « L'aide allemande aux pays en voie de développement », *Revue économique*, mai 1962.
- KNESCHAUREK F.: « Wachstumsprobleme der lateinamerikanischen Länder in Lichte der gegenwärtigen Weltwirtschaftlichen Expansion », *Aussenwirtschaft*, mars 1962.
- LANGROD G.: « Deficiencies in the strategy of technical assistance », *Information sur les sciences sociales*, avril 1962.
- ROBSON R.: « Quelques aspects de la productivité dans une économie en voie de développement », *Revue de la mesure de la productivité*, février 1962.
- STANOVNIK J.: « Les matières premières dans l'économie et la politique mondiale », *Revue de la politique internationale*, 20 juin 1962.

Développement régional

- MILHAU J.: « La participation des instituts régionaux d'études à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes régionaux », *Le Hainaut économique*, I/1962.
- MATHELIER I.: « Bilan de la décentralisation industrielle », *Economie et Humanisme*, juillet-août 1962.
- BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE: « L'aménagement du territoire », *Bulletin d'information économique*, mars 1962.

Agriculture

- BADOUIN R.: « La participation du secteur agricole au financement de la croissance économique », *Tiers-Monde*, janvier-juin 1962.
- MULLER F.: « La politique agricole commune de la Communauté économique européenne », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, avril 1962.
- WALLACE D.-B.: « Developments in farm planning », *Westminster Bank Review*, février 1962.
- NATIONS UNIES: *Une Agriculture de plus en plus capitalisée*, Genève 1961.

Divers

- BIENAYME A.: « Revenu national et croissance sectorielle », *Revue économique*, mars 1962.
- KUBOTA A.: « La croissance économique et le plan de doublement du revenu national du Japon », *Tiers-Monde*, juillet-septembre 1961.
- LEBERGOTT S.: « Unemployment and its Measurement », *Monthly Labor Review*, février 1962.
- MIYASHITA T.: « The Red Chinese and Soviet economies in comparison », Kobe University, *Economic Review*, 7/1961.
- FIRST NATIONAL CITY BANK: « La libération du commerce international », *Bulletin mensuel*, février 1962.
- Swiss Review of World Affairs : « The East-Bloc Pipeline System », juillet 1962.